UN DÉPUTÉ UTILE À GAUCHE

10ème circonscription de Haute-Garonne



Christian PICQUET

Titulaire



Marie-José GARDÈRE Suppléante

Madame, Monsieur, Chers Concitoyens

Le 7 mai, nous avons battu le Front national. Mais ce n'était pas pour soutenir M. Macron.

La nomination du gouvernement dit clairement qu'il entend mener une politique de droite.

Il veut démembrer un peu plus le code du travail, supprimer 150 000 fonctionnaires, asphyxier davantage nos services publics, remettre en cause notre système de retraite, aggraver l'austérité.

Il dit même vouloir s'attaquer par ordonnances au droit du travail. C'est un déni de démocratie, comme hier le 49-3 pour faire passer la loi El Khomri. Élu, je voterai contre la loi d'habilitation de ces ordonnances.

Il ne faut pas lui laisser les mains libres. Seuls 23% des électeurs ont soutenu ses propositions le 23 avril.

Les 11 et 18 juin, rien n'est écrit.

Vous pouvez battre la droite, l'extrême droite, et le candidat de M. Macron. Vous pouvez faire entrer le peuple à l'Assemblée, et garder notre circonscription à gauche.

Une gauche qui prolongera le vote d'espoir de sept millions de Français en faveur de Jean-Luc Mélenchon, pour leguel je me suis pleinement engagé.

Une gauche qui travaillera à un pacte majoritaire à même de rassembler et gouverner au service de l'intérêt général

Une gauche qui poursuivra et amplifiera l'action des députés PCF-Front de gauche, qui se sont battus contre les choix calamiteux du dernier quinquennat et ont déposé de nombreuses propositions de loi.

Fondateur du Front de gauche, j'ai tout tenté pour éviter l'éparpillement des candidatures de gauche qui n'entendent rien céder à Monsieur Macron. Je n'ai pas été entendu.

Député de notre circonscription, et aux côtés de Marie-José Gardère, j'aurai trois priorités. Je serai au service du rassemblement, dans le respect de chacun, de toutes celles et tous ceux qui veulent permettre à notre pays de retrouver le chemin du progrès. Je mettrai l'exigence sociale au cœur de mon engagement, en défendant des alternatives à la domination de l'argent. Je construirai avec vous des propositions de loi novatrices et des projets ambitieux pour notre circonscription.

le compte su veux. D'aquel

Faites entrer le peuple à l'Assemblée

Six engagements pour une France en commun

Pour le progrès social

Abroger la loi El Khomri et la remplacer par une loi de sécurité de l'emploi et de la formation. Diminuer le temps de travail et augmenter les revenus. Revenir à la retraite à 60 ans et rembourser les soins à 100 %. Relancer les services publics.

Pour lutter contre la finance

Récupérer les milliards de cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux banques, les réorienter vers l'emploi et la transition écologique. Redistribuer les richesses par une nouvelle fiscalité. Créer un pôle public bancaire favorisant l'investissement et les PME.

Pour une VI^e République démocratique

Réduire les pouvoirs présidentiels. Doter les citoyens et les salariés de nouveaux droits. Abroger la réforme territoriale de MM. Hollande et Valls, la remplacer par une nouvelle loi d'égalité des territoires.

Pour l'égalité femmes-hommes

Adopter une loi-cadre contre les violences faites aux femmes. Renforcer les dispositifs contraignants pour l'égalité professionnelle. Garantir le droit des femmes à disposer de leurs corps, menacé par la droite et l'extrême droite.

Pour un développement écologique

Réindustrialiser nos territoires. Créer un million d'emplois dans les filières d'avenir. Adopter un plan d'urgence climat et qualité de l'air. Créer un pôle public de diversité énergétique. Aller vers un nouveau modèle agricole garantissant des prix rémunérateurs aux paysans.

Pour une France offensive dans le monde

Remettre en cause le traité d'austérité européen. Agir pour un fonds d'investissement financé par la Banque centrale européenne, agissant pour les services publics et l'emploi. . Refuser les traités de libre-échange, ravageurs pour nos industries, notre agriculture, les consommateurs.

Six exigences pour la circonscription

Pour le service public

La 10^e circonscription a trop souffert : fin du recouvrement de l'impôt à la Trésorerie de Castanet, menace de fermeture des trésoreries de Caraman et Nailloux. Qu'en sera-t-il demain de nos bureaux de poste, de nos écoles, des établissements de santé ? Priorité aux services publics !

Pour des collectivités avec de vrais moyens

M. Macron veut supprimer la taxe d'habitation. Mais les collectivités sont déjà victimes de l'austérité. Il faut développer leurs recettes. Luttons plutôt contre l'évasion fiscale, qui prive chaque année la collectivité nationale de 80 milliards d'euros.

Pour l'égalité entre nos territoires

La loi NOTRé a imposé une nouvelle carte intercommunale. La naissance des « Terres du Lauragais » met en concurrence nos divers territoires, sans concertation avec les citoyens, les associations et les syndicats. Un grand débat public s'impose, pour reconstruire les solidarités entre Région, métropole, département, communes, qu'elles soient urbaines ou rurales.

Pour les droits des femmes

La situation ne s'est guère améliorée dans notre circonscription. Celle-ci manque toujours cruellement d'une vraie politique d'accueil de la petite enfance. Ce doit être une priorité.

Pour une agriculture paysanne

De nouveaux modes de production et le développement des circuits courts sont indispensables. Nos agriculteurs doivent être soutenus face aux géants de l'agro-alimentaire et de la grande distribution. Les télécommunications doivent être perfectionnées pour les zones rurales.

Pour valoriser notre richesse culturelle

La diversité culturelle et la création artistique sont un patrimoine essentiel de notre territoire. Il faut le rendre accessible à tous. Une loi doit définir une compétence partagée entre l'État et les collectivités : 1% du PIB au service de la création et du patrimoine, de la démocratie culturelle et de l'éducation populaire.

Christian Picquet est journaliste. Il a été l'un des trois

fondateurs nationaux du Front de gauche en 2009. Il a conduit la liste du Front de gauche aux élections régionales de 2010 en Midi-Pyrénées, et a été élu conseiller régional. Il était déjà le candidat du Front de gauche, dans la 10° circonscription, aux législatives de 2012.

Marie-José Gardère est retraitée. Elle a travaillé dans un organisme social. Elle est une militante syndicaliste depuis son entrée dans la vie professionnelle. Active dans la vie de son village, elle est suppléante de Christian Picquet, dans le prolongement de sa candidature aux élections départementales de 2015.



picquet2017